



4 FEVRIER 2021

A LA DIRCOFI ET PARTOUT A LA DGFIP D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES TOUTES ET TOUS EN GREVE !

500 000 emplois pour le Service public !

30 000 emplois pour la DGFIP !

La pandémie a mis en lumière les sous-effectifs catastrophiques au sein de la Fonction Publique. Dans des domaines stratégiques voire vitaux, **l'État a été saboté** par des décennies de libéralisme. Résultat : c'est une start-up américaine qui détermine la stratégie de vaccination du pays !

La DGFIP n'y échappe pas. 21 000 suppressions d'emplois depuis la fusion, effacement méthodique des SIP, SIE, trésoreries devenus « points de contact », des centaines de fermetures supplémentaires engagées (plus de 300 trésoreries et de 80 SIP début 2021). : c'est un véritable plan social qui n'en finit plus.

La DGFIP assure des missions d'accueil, d'assiette, de gestion, de contrôle et d'évaluation, de recouvrement et de paiements. Elles sont toutes d'utilité publique.

Nos services ont besoin en urgence de 30 000 emplois supplémentaires, pourvus par des recrutements statutaires prenant en compte les départs à la retraite, plutôt que de supprimer à nouveau 1 800 emplois cette année.

Le contrôle fiscal n'est plus protégé : la DIRCOFI doit payer son tribut

8 emplois perdus dans notre direction en 2020 (-8A) et 10 en 2021 (-9A, -1C). L'équivalent d'**une brigade est supprimée chaque année.**

Sans oublier la dernière trouvaille : recruter des contractuels à la place des fonctionnaires à la DIRCOFI ou l'idée beaucoup moins originale (malheureusement) de fusionner les secrétariats de brigade.

Et des remboursements de frais de mission toujours aussi méprisants pour **les vérificateurs qui en sont de leur poche** lors des interventions en entreprise.

Trop c'est trop ! Il n'y a que la mobilisation des personnels qui pourra inverser le cours des

choses. Chaque fois que les personnels de la DGFIP (ex DGI et DGCP) se sont mobilisés, de grandes avancées ont été obtenues.

**10 % d'augmentation tout de suite !
Abandon du RIFSEEP !**

Le gel de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires depuis 2010 est profondément injuste. Depuis cette date, **la perte de pouvoir d'achat du point par rapport à l'indice des prix à la consommation est de l'ordre de 10 %... 18 % depuis 2000.**

10 % d'augmentation tout de suite, c'est environ 12 milliards d'euros (cf chiffres publiés par l'UFSE-CGT), à mettre en relation avec ne serait-ce que les 50 milliards du CICE, les 3 milliards perdus par la réforme de l'ISF, les 100 milliards d'aides directes aux entreprises sans contrepartie lors de cette crise sanitaire.

La CGT exige de plus un plan de rattrapage des pertes cumulées au-delà des 10 %, l'intégration des primes ayant un caractère de complément salarial dans le traitement brut, l'indexation de la valeur du point sur l'indice des prix à la consommation, un budget dédié pour la revalorisation des grilles indiciaires.

Quant au RIFSEEP, c'est la remise en cause du principe d'égalité de traitement. C'est l'arbitraire sur la base des entretiens professionnels. De plus, l'article 6 ne garantira notre indemnitaire que si nous ne changeons pas de mission. Avec les restructurations, notre partie « IFSE » du RIFSEEP aura de grandes chances d'être révisée à la baisse.

Stop au démantèlement de la DGFIP !

Chaque agent est menacé par des règles de gestions tronquées par l'application des lignes directrices de gestion. **Pour la CGT Finances Publiques, les réformes contraires à l'intérêt des agents et du service public doivent être tout simplement abandonnées**, et pour le moins suspendues en toute urgence au regard de la crise sanitaire.

A la Dircofi IDF,

CONTRE

le projet de fusion des secrétariats

le projet de fusion des pôles de contrôleurs

le maintien d'un objectif de 13 dossiers

POUR

le maintien d'une mission de contrôle fiscal de qualité

l'attribution de la prime de fidélisation territoriale

le remboursement intégral de la carte NAVIGO

le droit au télétravail pour tous

**une meilleure protection : des masques FFP2 pour les
agents en contact avec le public**

**Fonctionnaires et salariés du privé :
soyons massivement en grève
et en manifestations le 4 février**

RDV 14h00 à République

Cortège CGT Finances Publiques

**pour imposer d'autres choix,
consolider et développer les services publics, la DGFIP,
défendre nos droits et garanties et répondre aux
urgences sanitaires, sociales et économiques !**